

Réseau Capacitation Citoyenne

Etude-Action pour la formation des habitants à la gestion urbaine et sociale de la ville

Rouvroy : Rec-Réaction

Réseau Capacitation Citoyenne

**Avec ses enfants,
mieux dans la cité,**

Rouvroy : Rec-Réaction



Préambule	I
-----------	---

Rouvroy : Rec-Réaction	5
---------------------------	---

Rec-Réaction et le réseau Capacitation Citoyenne	10
---	----

*Compte rendu des rencontres de Rouvroy avec le réseau
Capacitation Citoyenne des 5 et 24 janvier, 29 février,
et 25 avril 2000*

Public <i>L'enfant comme intermédiaire vers les mamans</i>	11
---	----

Réseaux <i>D'abord découvrir la ville</i>	14
--	----

Influence sur l'action publique <i>Reprendre confiance avant de prendre d'autres responsabilités</i>	17
---	----

Décision <i>Une démarche encore trop jeune pour s'en préoccuper</i>	19
--	----

Projet	20
<i>D'abord ceux des enfants</i>	
Règles	21
<i>Le fonctionnement de Rec-Réaction est-il en débat ?</i>	
Animation	22
<i>Une compétence acquise progressivement</i>	
Sujets abordés	24
<i>L'animation du mercredi après-midi</i>	
Transformation des participants	26
<i>Où l'on apprend à reconnaître les autres</i>	

Préambule

Ce livret fait partie d'une série. Il est une des cartes d'identité du réseau constitué dans le cadre de notre étude-action. Celle-ci met en relation, pour qu'elles se fécondent réciproquement, des expériences de formation à la gestion urbaine et sociale de la ville, menées au Brésil, au Sénégal et en France.

A Fortaleza au Brésil, en réponse à une demande d'organisations de base, le "Cearah Periferia", une ONG locale, a mis en place une formation de leaders de quartiers populaires pour leur permettre de devenir des interlocuteurs crédibles sur les questions urbaines.

Au Sénégal, des associations, notamment les “Associations Sportives et Culturelles”, qui ont pris en charge une part importante des responsabilités qui devraient être assumées par l’action publique, se regroupent pour créer autour du “CERPAC” un centre de ressources, de formation et d’échanges.

En France, les populations engagées dans des processus collectifs ne formulent que rarement des demandes explicites de “formation”. En revanche, certaines s’interrogent sur les moyens qui favorisent et améliorent leurs capacités à intervenir et participer à l’action collective, sur les chemins qui permettent à l’individu isolé d’être mieux armé pour pouvoir intervenir avec d’autres dans un projet social.

Nous n’avons pas trouvé dans la terminologie française le mot qui corresponde à ce type de processus. Mais les Brésiliens et les Sénégalais utilisent pour cela le terme de “capacitation citoyenne”, c’est-à-dire une démarche qui permet aux gens de renforcer et développer leurs capacités à exercer leur rôle de citoyen.

C'est donc à partir de cette notion que nous avons questionné des dispositifs de participation et de formation au Brésil, au Sénégal et en France pour révéler ce qui, dans leur mode d'action, contribue à une "capacitation citoyenne" pour améliorer les capacités des participants à transformer leur rapport personnel à l'implication dans des projets collectifs, voire même dans la gestion urbaine globale.

Des travaux préalables nous ont permis d'élaborer une série de questions :

- rencontres avec des dispositifs dans l'agglomération grenobloise et dans le Nord-Pas-de-Calais ;
- séminaire à Guédiawaye dans la banlieue de Dakar, avec des acteurs du Nord-Pas-de-Calais, de l'agglomération de Grenoble, de Fortaleza, de Porto Alegre ;
- auto-évaluations de "Ville et Participation Citoyenne" à Dunkerque et de "l'Atelier de Travail Urbain" à Grande-Synthe.

Nous avons ensuite rencontré les différents dispositifs deux ou trois fois, sur la base de cette liste de questions. La série de livrets est le résultat de ce travail mené par chacun des groupes rencontrés.

Après une présentation succincte de leur expérience, son contexte, son origine, son fonctionnement, le public touché..., une seconde partie restitue leurs débats à partir de la grille de lecture, sans interprétation.

Les participants à l'élaboration de ces livrets sont différents selon les dispositifs étudiés. Ce sont parfois tous les participants du dispositif, plus souvent quelques volontaires. Ils rassemblent quelques fois aussi des élus ou des professionnels, mais plus souvent seulement des "habitants" ou des membres d'associations.

Un livret final, élaboré après une rencontre générale de représentants de tous les dispositifs étudiés, propose une synthèse et une interprétation concluant l'étude-action.

La coordination de l'étude-action



Rouvroy : Rec-Réaction

A mi-chemin entre Lens et Douai (Pas-de-Calais), la ville de Rouvroy comptait en 1999 un peu plus de 9 200 habitants.

Située à cheval sur la limite sud du Bassin Minier, elle est, de ce fait, restée longtemps coupée en deux : au sud le village, la campagne et, au nord, les cités minières, les corons construits à partir de 1891 autour des puits de mine.

Durant presque trois quarts de siècle, ces deux pôles différents, aussi bien géologiquement que sociologiquement, socialement et politiquement, se sont le plus possible ignorés.

C'est ainsi que Rouvroy possède encore aujourd'hui deux églises, deux cimetières et que pendant longtemps une annexe de la mairie fut ouverte au nord de la ville.

Depuis les années 60, la municipalité s'est efforcée de relier physiquement les deux parties de la ville. C'est ainsi que plusieurs centaines de logements ont été construits qui ont permis d'assurer une continuité urbaine entre les cités minières et le village. Cet effort d'urbanisation s'est poursuivi dans les années 80 qui ont vu la réalisation de plusieurs petits quartiers dont celui de l'Hippodrome sur lequel a été mis en place le dispositif Rec-Réaction décrit dans ce livret.

Ce quartier de 87 logements HLM (moitié collectifs, moitié individuels) est relié au village par une entrée unique relativement discrète. C'est pourquoi, depuis sa création, il vit dans son coin, pratiquement sans relation avec le reste de la ville.

Plutôt agréable en ce qui concerne son environnement, la campagne est toute proche, il est trop récent pour participer de la culture traditionnelle ouvrière et minière de la ville.

Un quartier récent, des résidences en bon état et un environnement agréable.



On n'y trouve ni association, ni leader habitant. Il ne possède d'ailleurs aucune tradition associative, pourtant caractéristique du pays minier et de Rouvroy où la plupart des aides de la municipalité aux initiatives des habitants passent par le tissu associatif.

Enfin, à part la précarité, ses habitants n'ont pas de problème (donc de projet) commun.

A l'origine du projet, la création par un groupe de mères de famille d'un autre quartier de Rouvroy (la cité de Varsovie) d'une association (le Club de l'Espoir) chargée de s'occuper les jeunes adolescents désœuvrés le mercredi après-midi.

Devant les résultats plutôt positifs des actions menées sur la cité de Varsovie, la municipalité propose au CUEEP¹ de

¹ CUEEP : Centre Université - Economie d'Education Permanente

Sallaumines d'imaginer un dispositif similaire pour animer le quartier de l'Hippodrome.

Des stagiaires du CUEEP réalisent alors une enquête auprès des habitants du quartier pour définir les manques que ceux-ci ressentent dans la vie du quartier.

Puis, ils créent une association (structure porteuse indispensable à Rouvroy), l'ASAS-CUEEP² qui sera chargée de l'animation du quartier.

L'ASAS³ est rémunérée par la Politique de la Ville. L'animation a lieu chaque mercredi après-midi durant les périodes scolaires. Elle s'interrompt donc pendant les vacances et en particulier durant les mois d'été.

² *l'ASAS CUEEP est devenue l'ASAS en 1999 après le retrait du CUEEP du dispositif*

³ *ASAS : Association et Service pour un Avenir Solidaire*

Une cinquantaine d'enfants du quartier et des rues voisines participent très régulièrement aux activités proposées par les 8 animatrices salariées par l'ASAS (2 emploi-jeunes, 1 contrat d'emploi consolidé et 5 CES).

Les enfants sont accueillis à la salle polyvalente Auguste Pidoux, seul équipement public du quartier, mais les activités peuvent très bien se dérouler à l'extérieur, toutes restant dans le quartier.

Les inscriptions des enfants par leurs parents se font début septembre auprès des animatrices sauf pour les familles venant de l'extérieur du quartier qui sont invitées à s'inscrire auprès de la chef de projet DSU à la mairie.

Rec-Réaction et le réseau Capacitation Citoyenne

Compte rendu des rencontres de
Rouvroy avec le réseau Capacitation
Citoyenne des 5 et 24 janvier,
29 février, et 25 avril 2000

*À quelques centaines de mètres, l'église de St Géry et
l'ancien centre-bourg. Au centre du quartier, l'aire de jeu
commune aux HLM et aux lotissements voisins.*



Dès la création de Rec-Réaction, l'objectif de la municipalité de Rouvroy a bien été de parvenir à créer une vie, une identité dans un quartier trop jeune et sans culture collective.

La mission du CUEEP consistait donc à intéresser suffisamment les enfants pour attirer les mamans et les faire venir et se rencontrer.

En fait, comme le dit une animatrice, il s'agissait de leur « *apprendre à regarder autrement leurs gosses, pour être mieux avec eux puis avec elles-mêmes* ».

Comme le dit la Présidente de l'ASAS, « *on commence par faire réaliser quelque chose à l'enfant, quelque chose qu'il peut être fier de présenter à sa mère. Comme cela, celle-ci peut se rendre compte que son enfant n'est pas un "baudet", qu'il est aussi capable qu'un autre* ».

Les enfants se sont suffisamment appropriés le dispositif pour venir seuls et avoir complètement intégré les règles de fonctionnement.

Ici, on range à la fin de la journée, on ferme un tube de colle... alors qu'on ne le fait pas forcément à la maison.

On aide un autre qui n'arrive pas à réaliser un objet et surtout on apprend à le regarder différemment ; le fort en maths n'est pas forcément le plus fort en travail manuel.

Autre public visé : les mamans qui hésitent encore aujourd'hui à venir ou surtout à rester pour discuter avec les animatrices ou participer aux animations, sauf quand il s'agit d'assister à un spectacle préparé et présenté par les enfants. Il s'agit en fait de personnes très "timides", mal à l'aise avec l'administration, et même plutôt culpabilisées lorsqu'elles sont convoquées à la mairie ou au CCAS.

C'est pourquoi l'ASAS s'efforce de ne jamais se substituer à elles lorsqu'elles ont une idée ou une suggestion à faire à un service. Elles peuvent alors entrer à la mairie « *la tête haute (en haussant s'tiète)* ».

Enfin, Rec-Réaction permet à un troisième public d'apprendre au contact des enfants : les animatrices elles-mêmes. Certaines disent qu'elles ont appris à regarder leurs propres enfants différemment, à mieux s'en occuper, qu'elles ont aussi appris à travailler en groupe, à faire confiance à leurs collègues.

Elles disent aussi que les enfants leur apprennent des choses, qu'ils les remettent à leur place (« *moi souvent j'ai faim, toi tu colles des nouilles sur du papier, c'est pas bien !* ») ou inventent des choses qu'elles-mêmes n'auraient pas imaginées.

À l'origine, Rec-Réaction était "réservé" aux habitants du quartier de l'Hippodrome, bénéficiaire des fonds de la Politique de la Ville.

D'autres habitants de quartiers voisins ayant demandé à inscrire leurs enfants, cette règle du jeu a été modifiée pour accueillir des enfants venus d'autres quartiers (sous réserve que le dossier soit accepté par l'équipe DSU), sauf lorsque les familles en question

Apprendre les autres en s'amusant.



habitent dans un quartier plus proche d'un dispositif similaire comme le "Club de l'Espoir" de la Cité de Varsovie.

De la même façon, un enfant qui déménage est orienté vers le dispositif le plus près de son nouveau logement, afin qu'il ne soit pas obligé à de trop longs déplacements.

L'un des buts du dispositif étant de rapprocher les habitants du quartier des administrations "normales", les inscriptions se font auprès des animatrices à la salle Auguste Pidoux, sauf pour certaines familles qui sont invitées à s'inscrire directement auprès de la chef de projet DSU.

L'adjointe au maire déléguée à l'Enseignement et responsable des centres aérés et des Contrats Emploi Solidarité de la commune participe de manière régulière aux séances du mer-

credi après-midi. Enseignante, elle habite le quartier de l'Hippodrome.

Les enfants ont eu l'occasion d'interviewer Monsieur le Maire lors d'une activité de découverte de l'ensemble de la ville de Rouvroy. La vidéo réalisée à cette occasion a été diffusée aux parents, à leur grande fierté.

Enfin, les enfants du quartier ont commencé à participer au carnaval de Rouvroy et bien entendu leurs parents les ont accompagnés. Il faut pourtant nuancer cette participation à une activité de ville car, en fait, à part la vidéo sur Rouvroy, toutes les activités (même le carnaval) se cantonnent au périmètre du quartier. Ainsi, même la vidéo n'a pas été diffusée au reste de la ville.

Influence sur l'action publique

Reprendre confiance avant de prendre d'autres responsabilités

Pour le moment, il est difficile d'évaluer l'influence que peut avoir Rec-Réaction sur l'action publique.

En effet, le public concerné par le dispositif n'a de contact avec les institutions que contraint voire forcé, quand il s'agit d'obtenir des aides.

C'est tout l'enjeu que se sont fixé la municipalité et l'ASAS : faire revenir ces populations extrêmement fragiles vers les institutions, leur rendre confiance en elles-mêmes et envers les autres.

L'un des problèmes est que le dispositif s'interrompt l'été pour ne reprendre qu'à la rentrée des classes avec d'autres enfants, et que toute la démarche ou presque est à reprendre avec d'autres mamans.

Cependant, les participants sont absolument sûrs que si l'activité ne reprenait pas en septembre, les parents

seraient capables de se mobiliser. D'ailleurs, depuis quelques années, si à la rentrée de septembre la reprise semble prendre du retard, les mamans n'hésitent plus à se déplacer à la mairie pour demander des explications et faire accélérer les choses.

Bien sûr, se constituer en association permettrait de proposer des initiatives à la ville, mais cela supposerait un engagement personnel qui pour l'instant fait peur aux habitants de l'Hippodrome.

L'entrée (sortie) du quartier : un stop, mais le centre-bourg n'est qu'à 200m environ.



Décision

Une démarche encore trop jeune pour s'en préoccuper

Aujourd'hui encore, après environ 5 années d'existence, on peut affirmer que l'implication des usagers dans la décision est pratiquement nulle.

L'ASAS et le chef de projet DSU travaillent ensemble pour financer le dispositif dans le cadre de la Politique de la Ville.

Mais les propositions émanent plutôt de l'ASAS et les décisions sont prises pour le quartier, en dehors de celui-ci.

Les enfants sont cependant amenés à choisir les activités de l'année dans un panel proposé par les animatrices. C'est ainsi qu'ils ont choisi de réaliser une vidéo sur Rouvroy ou de faire leur carnaval, mais l'initiative, la proposition de départ, ne venait pas d'eux.

Les projets réalisés par les enfants (objets, spectacles...) sont le cœur même de la démarche.

En réalisant quelque chose, l'enfant se prouve à lui-même qu'il en est capable et il le démontre par la même occasion à ses parents.

Cette reconnaissance de soi-même doit entraîner une reconnaissance de la part de ses parents qui eux-mêmes se voient différemment : leur enfant n'est pas nul contrairement à ce qu'on leur raconte depuis toujours ; il sait faire des choses belles comme les autres enfants.

De cette nouvelle confiance dans l'enfant naît donc une confiance en soi-même qui permet de commencer à regarder les institutions pour ce qu'elles sont en réalité, c'est-à-dire des services aux citoyens et pas seulement des juges ou des inquisiteurs.

Règles

Le fonctionnement de Rec-Réaction est-il en débat ?

Créé à l'origine pour les habitants du quartier de l'Hippodrome, le dispositif a ensuite été élargi, à leur demande, aux habitants de quartiers voisins.

Cet élargissement a sans doute fait l'objet d'un débat entre la ville, l'ASAS et la chef de projet DSU.

En revanche, les habitants du quartier n'y ont pas été associés.

Les professionnels intervenant sur le quartier ne pensent pas aujourd'hui que les parents puissent être intéressés par ce genre de débat.

Les mamans présentes lors des séances de l'étude-action confirment ce manque d'intérêt. L'important pour elles, c'est que cela marche, que les enfants soient bien et que l'activité reprenne à la rentrée scolaire.

Depuis environ un an et après environ 5 ans d'existence, le CUEEP de Sallaumines, membre fondateur de l'association, n'est plus présent qu'à travers le prêt d'un local dans ses murs. L'association s'est donc rebaptisée l'ASAS (tout court).

Une ancienne stagiaire du CUEEP est devenue présidente bénévole de l'association. Elle assure une coordination

Un quartier où l'on trouve aussi des maisons individuelles HLM.



entre les animatrices et les mamans, ainsi qu'un rôle de garant du projet auprès de la municipalité.

Les animatrices sont au nombre de 8. Aujourd'hui, elles ne sont plus stagiaires au CUEEP mais sont salariées de l'ASAS, 2 comme emploi-jeunes à plein temps, 1 comme contrat d'emploi consolidé à temps partiel et 5 comme CES à mi-temps.

Comme elles le constatent, ce travail auprès des enfants constitue pour elles une formation spécifique, aussi bien à travers le contact avec la cinquantaine d'enfants présents le mercredi après-midi qu'au contact de leurs collègues ou à travers le regard qu'elles portent sur leurs propres enfants ou sur leur entourage.

D'abord l'épanouissement des enfants. Il s'agit de les amener à communiquer autrement qu'en parlant, de leur faire découvrir et pratiquer d'autres activités, donc de leur faire acquérir d'autres capacités.

A travers leurs réalisations, ils apprennent à être fiers d'eux-mêmes, et leurs parents apprennent à les regarder autrement, à en être fiers aussi et ainsi à se regarder eux-mêmes autrement.

Un autre objet de débat est en cours d'apparition, celui de la constitution d'un tissu social de quartier. L'ASAS s'efforce en effet d'amener les mamans à s'investir plus directement dans l'animation des activités du mercredi après-midi.

Depuis quelques mois, des réunions "tasses de café" sont organisées le mardi après-midi une fois par mois pour faire se rencontrer les mamans.

L'enjeu est d'amener un groupe d'habitants à se constituer en association de quartier, donc à s'affirmer et à se responsabiliser face aux institutions. Celles-ci (CUEEP et Mairies) sont prêtes à accompagner et à soutenir la constitution de cette association.

Il semble à tous les participants qu'un tel engagement ne pourra se produire qu'à partir d'un projet commun aux parents participants. C'est à cela que devraient être consacrées prochainement les rencontres du mardi après-midi.

Un autre sujet semble mériter débat : comment éviter qu'à chaque rentrée le dispositif soit pratiquement obligé de repartir de zéro, comment maintenir une activité durant les mois d'été. Cela pourrait constituer la base d'un projet commun à des mamans, leur permettant de s'investir dans une association pour une animation du quartier durant les vacances scolaires. A suivre...

Transformation des participants

Où l'on apprend à reconnaître les autres

Créé d'abord pour "occuper" les enfants et jeunes adolescents du quartier de l'Hippodrome, le dispositif Rec-Réaction semble parfaitement remplir son rôle. Les enfants sont "occupés" mais en plus ils apprennent des activités nouvelles. Ils trouvent aussi une place parmi les autres enfants du groupe, à tel point que certains des plus grands se sont suffisamment approprié le projet pour commencer à "prendre en charge" certains des plus petits.

Leurs réalisations individuelles ou collectives leur permettent aussi de se valoriser aux yeux de leurs parents et même aux yeux des "Autorités" lorsqu'ils vont par exemple interviewer Monsieur le Maire de Rouvroy ou présenter un spectacle qu'ils ont eux-mêmes mis sur pied.

Cette valorisation des enfants rejaille sur les mamans qui reprennent petit à petit confiance en elles-mêmes.

Progressivement, certaines d'entre-elles parviennent à passer d'un statut d'assistée plus ou moins coupable de ne connaître la Mairie qu'à travers les aides du CCAS à celui de citoyenne reconnue (« *Bonjour Madame, vous êtes la maman de X..., c'est un bon gamin* »).

Enfin, les animatrices acquièrent, en plus d'une capacité professionnelle renforcée, une vraie reconnaissance à l'intérieur comme à l'extérieur du dispositif de la part des enfants mais aussi des parents ou de leur propre entourage. Comme dit l'une d'elles « *quand je les rencontre dans la rue, c'est des bonjours, des bisous...* »

::*

Ont participé aux réunions qui ont permis la production de ce livret :

Catherine Béguin, Geneviève Béguin, Claude Deflandre, Nancy Derache, Christine Dupuis, Habiba El Manani, Sandrine Laponche, M. Lecomte, Nina Louni, Sylvie Marciniak, Isabelle Raguenet, Jean Ysebaert, M. Wattrin, et les mamans de Kevin, Nicolas et Kevin, Nicolas et Sabrina, Jimmy et Nathan.

Rédaction du livret : Jean Ysebaert

Contacts de Rec-Réaction : Isabelle Raguenet
Chef de Projet DSU
5, rue de la Maire
62 320 Rouvroy
Tél. : 33(0)3 21 74 82 40

Claude Deflandre
CUEEP Sallaumine
rue de Lens
62 430 Sallaumine
Tél. : 33(0)3 21 13 49 30

L'équipe du réseau Capacitation Citoyenne :

AGUR (Agence d'Urbanisme
de la Région Flandres Dunkerque)
e-mail : com.agur@netinfo.fr
Tél. : 33(0)3 28 58 06 30

Jean Ysebaert
38, quai des Hollandais
59 140 Dunkerque
Fax : 33(0)3 28 59 04 27

arpenteurs
e-mail : arpenteurs@free.fr
Tél. : 33(0)4 76 53 19 29
Fax : 33(0)4 76 53 16 78

Pierre Mahey
9, place des Ecrins
38 600 Fontaine

AURG (Agence d'Urbanisme
de la Région Grenobloise)
e-mail : martine.toulotte@wanadoo.fr
Tél. : 33(0)4 76 28 86 00

Martine Toulotte
21, rue Lesdiguières
38 000 Grenoble
Fax : 33(0)4 76 28 86 12

CERPAC (Centre d'Etudes et de Recherches
Populaires pour l'Action Citoyenne)
Tél. : (00)22/18 37 12 10

Sidiki Abdoul Daff
e-mail : sidiki.daff@sentoos.n

Periferia
e-mail : periferia@skynet.be
Tél./Fax: (00)32/2 544 07 93

Patrick Bodart
45, rue de Hollande
B-1060 BRUXELLES

Conception graphique et réalisation : © « arpenteurs » 2000
Toute reproduction autorisée sous réserve de citer la source.



Réseau Capacitation Citoyenne

Etude-Action pour la formation des habitants à la gestion urbaine et sociale de la ville

Financement de l'Etude-Action :

Délégation Interministérielle à la Ville, UNESCO, Région Nord-Pas-de-Calais, Communauté Urbaine de Dunkerque.

Financement de l'impression :

Région Nord-Pas-de-Calais, Communauté Urbaine de Dunkerque, Agence d'Urbanisme de la Région Flandres Dunkerque.

